



CommuniquÃ© d'Amnesty International : IsraÃ©l. La libÃ©ration d'un footballeur palestinien souligne la nÃ©cessitÃ© d'en finir avec la dÃ©tention sans inculpation, inique

## Description

La libÃ©ration du footballeur palestinien Mahmoud al Sarsak des geÃ©les israÃ©liennes, mardi 10 juillet, met en lumiÃ¨re le caractÃ¨re secret et arbitraire de la dÃ©tention administrative infligÃ©e aux Palestiniens par les autoritÃ©s israÃ©liennes, a dÃ©clarÃ© Amnesty International.

La libÃ©ration du footballeur palestinien Mahmoud al Sarsak des geÃ©les israÃ©liennes, mardi 10 juillet, met en lumiÃ¨re le caractÃ¨re secret et arbitraire de la dÃ©tention administrative infligÃ©e aux Palestiniens par les autoritÃ©s israÃ©liennes, a dÃ©clarÃ© Amnesty International.

« Si la libÃ©ration tant attendue de Mahmoud al Sarsak est un immense soulagement pour [sa famille et ses amis](#), elle n'indique en rien un changement fondamental dans l'application de la dÃ©tention administrative en tant que politique d'Ã©tat, a estimÃ© Ann Harrison, directrice adjointe du programme Afrique du Nord et Moyen-Orient d'Amnesty International. En fait, elle ne fait que souligner quel point ce type de dÃ©tention est injuste, arbitraire et secrÃ¨te.

« IsraÃ©l doit immÃ©diatement cesser de recourir Ã© la dÃ©tention administrative et libÃ©rer tous les Palestiniens dÃ©tenus en vertu de dispositions lÃ©gales qui permettent son application, ou les inculper et les juger de maniÃ¨re Ã©quitable devant une cour de justice qui respecte les normes internationales. Plus particuliÃ¨rement, il convient d'abroger la loi relative aux combattants illÃ©gaux. »

Footballeur de l'Ã©quipe nationale palestinienne, Mahmoud al Sarsak est dÃ©tenu sans inculpation ni jugement depuis bientÃ´t trois ans. En juin, il a mis fin Ã© une grÃ¨ve de la faim, qu'il a observÃ©e pendant 92 jours pour protester contre son maintien en dÃ©tention administrative. Il a frÃ©Ã© la mort. Son avocat a ensuite signÃ© un accord avec les Services pÃ©nitentiaires israÃ©liens en vue de garantir sa remise en libertÃ©.

En outre, Amnesty International a sollicitÃ© la libÃ©ration de Samer al Barq et d'Hassan Safadi, qui poursuivent leur grÃ¨ve de la faim pour dÃ©noncer le renouvellement de leurs ordonnances de maintien en dÃ©tention administrative.

Tout comme Mahmoud al Sarsak avant sa libération, les deux hommes sont détenus au centre médical des Services pénitentiaires israéliens, à Ramleh, centre qui ne peut pas dispenser les soins spécialisés dont ont besoin les détenus qui souffrent des graves de la faim prolongées. Ils n'ont pas été autorisés à être examinés par des médecins indépendants depuis qu'ils ont repris leurs graves en mai et juin.

« Les Palestiniens détenus sans inculpation ne devraient pas avoir à mettre leur vie en danger pour obtenir leur libération ou faire valoir leur droit à un procès équitable, a déclaré Ann Harrison.

« Hassan Safadi et Samer al Barq doivent être libérés, ou inculpés d'une infraction reconnue par le droit international et jugés dans le respect des normes internationales.

« Les autorités israéliennes doivent veiller à ce que les deux hommes, ainsi que tous les autres prisonniers gravement souffrant de la faim, puissent consulter régulièrement des médecins et des avocats indépendants. Samer al Barq, en grave de la faim depuis plus de 50 jours, doit être admis dans un hôpital civil sans délai afin de recevoir les soins dont il a besoin. »

### **Complément d'information**

Mahmoud al Sarsak était le seul Palestinien incarcéré aux termes de la Loi relative à l'incarcération des combattants illégaux, qui permet à Israël de maintenir des Palestiniens originaires de la bande de Gaza en détention administrative.

Au mois de juin, Amnesty International a publié un rapport intitulé [Israël et territoires palestiniens occupés. En mal de justice. Des Palestiniens détenus sans jugement par Israël](#), consacré à la détention administrative et aux violations connexes que subissent les détenus en Israël. Elle y évoquait notamment le cas de Mahmoud al Sarsak.

Amnesty International fait campagne contre la détention administrative, où elle intervient dans le monde. Ces dernières années, l'organisation a travaillé sur les abus des systèmes de détention administrative et réclamé la suppression de ce type de détention dans un certain nombre de pays, dont le Sri Lanka, l'Égypte, la Chine et l'Inde (État de Jammu-et-Cachemire).

PRE01/335/2012  
10 juillet 2012



Source: [Amnesty](#)

date crĂ©e  
2012/07/11